

Hôpitaux — Suite du **lancement d'alerte européen 2015-2017** du cabinet CROCY, par les auteurs d'un livre sur l'hôpital français, que René FRIEDMANN, France-Culture, qualifie de *bombe*, le 29 mai 2018.

Les meilleurs¹ sont poussés au suicide

S'il y a bombe, c'est une bombe à retardement, déjà lancée en France, à Strasbourg, et à La Haye — institution factice finalement supprimée le 31 décembre 2017. Mais si nous avons déjà clairement dénoncé la **mainmise des malfaiteurs sur l'hôpital**, le livre² des professeurs HALEMI et BLAQUERE, eux aussi victimes, a le mérite de démontrer **l'ampleur des faits**, par de larges investigations.

I. Contexte de l'investigation et de la réforme à conduire

Les faits, on le sait, ne concernent **pas seulement l'hôpital** mais aussi l'éducation nationale et la SNCF, toujours plus couteux et moins efficace de même qu'EDF, dont les régimes spéciaux sont financés par « le pillage des caisses du privé »³ ; or nous avons déjà constaté la mainmise de malfaiteurs sur l'hôpital, fait dénoncé juridiquement par notre lancement d'alerte de 2017. Et que dire de La poste — jeunes sur le front, et positions retranchées toujours plus protégées par moins⁴ de responsabilité ?

1.1. Le phénomène de corruption de l'hôpital est généralisé

L'association qu'ils ont créée regroupe **des centaines de témoignages** de trafics et faits criminels.

1.2. La dérive de l'hôpital n'est pas une question de moyens, au contraire

On voit que « **le coût de la mauvaise pratique est jusqu'à 100 fois pire** que si l'on avait décidé de traiter le patient dès le départ » ; noter par le biais de cette information, que la pratique hospitalière du refus **discriminatoire, criminel, et pénal**, de laisser entrer certains patients, est à nouveau prouvée, démontrant que de vastes pans du territoire français sont déjà sous l'influence de malfaiteurs.

1.3. Il est question de la mainmise des salariés sur le service public, et de leurs trafics

L'objet du livre « hôpital en détresse » n'est pas la mauvaise pratique de certains médecins — phénomène déjà connu, et dénoncé comme tel aux USA, et en France, en 2017, où « un seul praticien provoque 20 % des accidents sur les patients, et ce ratio est corroboré par la courbe de Pareto — mais il concerne le **détournement criminel des services publics** par une « minorité » ... virulente.

Par le ratio 1-20 de la mauvaise pratique et ses conséquences, continue à être vérifié, par exemple au « CHU de Grenoble », nommé cité par les enquêteurs, et où ces derniers constatent la répétition du processus criminel — isolement des plus honnêtes, et provocations au suicide — en série.

1.4. Les mauvais praticiens sont connus, et protégés

Lorsque de mauvais praticiens sont identifiés dans un hôpital, d'où ils sont pourtant inamovibles, les services du personnel se débrouillent quand même pour « **les exfiltrer** » **en secret** vers d'autres hôpitaux où ils continuent à bénéficier de la même position, des mêmes avantages, et bien sûr, de la **même capacité de nuisance**, et bien souvent à encore, on constate qu'ils en profitent pour « affiner leur perversion » contre leurs victimes, et pour **camoufler dysfonctionnements erreurs et trafics**.

1.5. L'ampleur du phénomène du copinage criminel dépasse l'hôpital

Lorsque des plaintes sont déposées et suivies de décisions de justice contre de mauvais praticiens, et de mauvais directeurs, ces gens-là restent en place malgré tout, au **mépris des lois** et de l'Etat de droit, et cet abus corrobore la motivation de ma saisie du **Tribunal administratif de Versailles**, le 7 avril 1999.

II. La France, vaste ZAD aux mains de malfaiteurs, à « libérer »

La France, jusqu'en Corse, serait devenue une vaste zone de non-droit, dont le gouvernement veut courageusement réformer **les effets en Scylla**, mail en Charybde, il faudra dénoncer⁵ le système universitaire dont les généralistes se sont emparés en 1945 — et même **depuis 1634**, comme déjà dit.

¹ Les plus intègres, ceux qui refusent de couvrir les trafics, et même les plus compétents, jaloués et isolés

² « HOPITAUX EN DETRESSE, FRANÇAIS EN DANGER » Philippe HALEMI, Jean-Michel BLAQUERE, 2018

³ Source, SAUVEGARDE RETRAITES, 53 RUE VIVIENNE, 75105 PARIS CEDEX 02 – mars 2012

⁴ Suppression de la PREUVE D'ENVOI AUTHENTIFIEE, sou couvert de SUIVI ELECTRONIQUE — « On flashe ! »

⁵ Référence au pillage du bac professionnel par le BARRAGE DE LA PSYCHOLOGIE ET DES MATHÉMATIQUES, avec Francette POPINEAU — « il n'y aurait pas de solution » toute faite, et Cédric VILLANI — en tête du cheval de Troie de l'éducation, sous couvert de l'intelligence artificielle américaine et chinoise, qu'il voudrait égaler.